

Recherches sociographiques



Nicole LAURIN-FEENETTE, *Production de l'État et formes de la nation*

André Turmel

Volume 21, Number 1-2, 1980

La Nation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055874ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055874ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Turmel, A. (1980). Review of [Nicole LAURIN-FEENETTE, *Production de l'État et formes de la nation*]. *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 181–185.
<https://doi.org/10.7202/055874ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

COMPTES RENDUS

Nicole LAURIN-FRENETTE, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle optique, 1978, 176p.

Pourtant, dès le départ, l'avant-propos était explicite. Un avertissement en quelque sorte : « Quelques-unes des idées que je propose soulèveront des réticences et même un peu plus [...] » (p. 8). On comprend, par la suite, à la lecture des pages et des chapitres qui forment ce texte, la précaution de l'auteur. Voilà certes un livre qui dérange et qui est appelé à créer des remous dans le paysage intellectuel québécois au sujet, bien sûr, de la question nationale ; mais aussi quant à une certaine lecture de la théorie marxiste à laquelle, non seulement l'auteur se livre, mais dont elle met effectivement en pratique l'analyse.

Dans une première partie théorique, l'auteur fixe sa démarche et définit les contours de la réflexion qu'elle entend mener : il s'agit donc « de s'interroger, d'une part, sur la nation en partant du discours nationaliste et, d'autre part, sur la sociologie et l'histoire en partant du discours sur la question nationale » (p. 12). Et de situer ses deux types de discours, en construisant leurs articulations et leurs différences, à la fois dans l'ensemble de la vie sociale et dans certaines conjonctures spécifiques.

D'entrée de jeu, Laurin-Frenette s'efforce de préciser le statut de son propre discours à l'égard des discours qu'elle prend comme objet. Comme il se doit, c'est la question de l'objectivité qui se trouve inévitablement soulevée, démarche sociologique oblige. D'abord elle affirme que son « texte fait partie intégrante de l'objet qu'il se propose d'analyser » (p. 12), puisqu'elle nie l'existence d'un lieu dans la société, y compris celui de la science, d'où il soit possible de parler objectivement des phénomènes sociaux. Et voilà pour l'objectivisme scientiste de l'empirisme. Quant à l'autre objectivisme, le marxiste dans sa version althussérienne à tout le moins, celui de la rupture épistémologique et du renversement des bases de l'hégélianisme, il ouvrirait la possibilité d'une connaissance du social exempte de l'erreur ; on s'aperçoit toutefois à l'usage qu'il se révèle plus souvent qu'à son tour à n'être qu'une reprise des vieilles catégories classificatoires du réel et de l'imaginaire, du vrai et du faux : il est nécessaire que l'idéologie soit fautive pour que la science (marxisme) soit vraie. Et Laurin-Frenette de tirer cette conséquence, fondamentale au demeurant, quant au rapport science-idéologie : il n'est pas possible à quelqu'un de classer un discours sur la question nationale dans l'idéologie et, dans le même mouvement, de rattraper son propre point de vue sur la question parce que marxiste. Les rapports science-idéologie ne se constituent pas dans l'ordre de la rupture.

C'est par le biais d'une réflexion sur l'idéologie et du type d'efficacité propre qui est la sienne dans les divers processus sociaux que Laurin-Frenette amorce une critique du réductionnisme économique, cette vieille tare du marxisme qui réapparaît toujours là où on ne l'attendait guère. Le vieux déterminisme économique a la vie dure qui s'avère trop simpliste pour expliquer l'essentiel de

la vie sociale, y compris d'une économie politique qui ne saurait être ramenée à de l'économique pure pour la bonne et simple raison qu'elle est aussi constituée de politique et d'idéologique. « Selon nous, le caractère matérialiste de la théorie marxiste ne tient pas au prétendu postulat selon lequel la vie économique déterminerait la culture et l'idéologie et en rendrait compte — la première étant matérielle, les secondes spirituelles ou on ne sait quoi. Ce qu'on peut désigner sous le vocable d'économie n'est ni plus, ni moins matériel que ce qu'on peut désigner sous ceux de culture ou d'idéologie. » (P. 27.) Bien qu'elles procèdent du matérialisme, ces positions théoriques de Laurin-Frenette n'en constituent pas moins une démarcation très nette vis-à-vis des courants largement dominants dans le marxisme québécois à l'heure actuelle : l'équivalence terme-à-terme entre l'économique et ce qui est matériel, l'assimilation de ces ordres de faits au réel et, en corollaire, le rejet du reste dans l'imaginaire. En somme, le rabattement de l'analyse matérialiste sur l'explication économique. Or, le fait de confondre la matière et l'économie soulève quelques difficultés puisque, comme le souligne l'auteur, Marx a d'abord construit le capital et le travail comme rapport social. Qui plus est, l'autonomisation de l'économie, la séparation des forces productives et des rapports de production, la relégation du culturel, de l'idéologique, du symbolique dans le fantasmatique et l'illusoire, afin d'en arriver à faire de la superstructure un pur et simple reflet de l'infrastructure, tout cela mène, on le savait déjà depuis un moment, au petit père des peuples.

À cet égard, le projet de Laurin-Frenette est d'un tout autre ordre : sur les ruines d'un économisme stérile, et sans tomber dans l'analyse étroitement politique, il s'agit de jeter les bases d'une analyse matérialiste de la question nationale en y réintégrant les problèmes occultés par certains courants du marxisme. À quelles conditions cela peut-il se produire ? Tout d'abord, sortir une fois pour toutes de l'idéologie-reflet et de l'idéologie-brouillage. Et en conséquence, reconnaître la réalité de l'idéologie — au titre même de la méconnaissance, s'il y a lieu — son caractère opératoire, agissant. Analyser l'idéologie dans sa matérialité sans la réduire à l'économie implique la reconnaissance de l'idéologie comme lieu où se nouent des rapports immensément plus complexes que ce que la théorie du reflet laisse entrevoir et dont la force ne saurait être ramenée à celle de simple reproduction d'enjeux qui se jouent entièrement ailleurs. La perspective matérialiste de Laurin-Frenette cherche à cerner l'ancrage et l'inscription matérielle de l'idéologie dans les corps et la parole des agents sociaux. Puisque, parmi plusieurs choses, le mode de production produit du sens et de la connaissance, il faudra bien statuer d'une manière spécifique sur le sens et la connaissance ainsi produits : « [...] la nécessité de considérer comme réel, efficace, productif ce qui, dans le social, relève du sens que les agents donnent au social » (p. 57). Ce n'est pas le moindre mérite du texte de Laurin-Frenette que de soulever cette question et de l'envisager dans toute son ampleur : les faits sociaux sont pourvus de sens, celui-ci est de quelque manière constitutif du réel. L'idéologie produit du sens qui, dans ses effets, n'est pas plus ni moins réel que l'économique.

Du point de vue d'une analyse de la question nationale et des discours qui prennent forme à son sujet, on comprendra sans peine que les positions de Laurin-Frenette conduisent à des analyses différentes que celles soumises par les différentes tendances du courant marxiste québécois. D'abord elle ne considère pas le nationalisme et les discours sur la nation comme un effet (imaginaire) du capitalisme (réalité) : « la nation doit être traitée comme une réalité : un ensemble de faits réels produits dans et par le discours nationaliste au sens large » (p. 40). Elle soutient ensuite que nationalisme et nation (ainsi que leurs discours) génèrent du sens et qu'à ce titre, ils constituent une dimension importante de la signification du social, sans toutefois l'épuiser : « [...] l'idée que la nation est un phénomène d'ordre idéologique, de l'ordre du sens — de la signification, de la valorisation, du sentiment — » (p. 40). De sorte que le sentiment d'appartenance, l'identité, la communauté nationale, loin d'être renvoyés dans les orties de l'illusoire, seront analysés selon leur inscription matérielle dans des processus sociaux concrets en tant qu'ils sont porteurs de significations. Enfin, Laurin-Frenette dialectise l'analyse de la question nationale : « si le nationalisme demeure une modalité du consentement à la domination de la part des classes dominées, il se présente aussi comme un refus de la domination » (p. 34). Se trouve ainsi énoncée la critique la

plus puissante des conceptions instrumentales du nationalisme au service de la bourgeoisie et des rengaines sur les sombres complots de la bourgeoisie — ou dans le meilleur des cas, d'une petite bourgeoisie plus ou moins nouvelle. Et, enfin, cette hypothèse, qui se révèle fort intéressante au fil des analyses, à l'effet que le nationalisme constitue un discours visant à instaurer la nation dans l'État et que, de ce fait, il confère du sens à l'insertion des agents dans les divers processus sociaux.

Qu'est-ce à dire du point de vue des manifestations diverses du nationalisme qui ont scandé l'histoire du Québec? Inscrites dans le cadre de son propos théorique, les analyses de Laurin-Frenette interrogent et scrutent les formes successives revêtues par le nationalisme et les significations que celles-ci véhiculent. Ainsi, au cours de cette longue période qui va de la Confédération jusqu'à Duplessis, le discours nationaliste est généré sous une forme religieuse: l'Église apparaît comme le lieu de la représentation de la nation. Tant en ce qui concerne la revanche des berceaux, la colonisation, l'émigration, l'exode rural que la vie urbaine de type communautaire, l'Église constitue la clef de voûte d'une organisation sociale qui perpétue des rapports fondés sur l'échange de services. C'est avec raison que l'auteur souligne la place charnière occupée par la femme dans cette organisation: la mère dans la famille, la religieuse à l'école, à l'hôpital, etc. Dans le passage d'une agriculture de subsistance à une économie de type capitaliste, l'Église prolonge une communauté nationale fondée sur la religion et la langue, laquelle assure la reproduction et la spécificité tout à la fois de cette organisation sociale.

D'une façon générale, la Révolution tranquille a été considérée comme l'écroulement de cette organisation sociale et comme un effort de rattrapage dans le sens d'une modernisation de la société québécoise. L'analyse sociologique doit expliciter davantage ces généralités, en particulier en ce qui concerne l'émergence de l'État québécois et la forme spécifique du discours nationaliste qui l'accompagne. Le mode d'intégration — et donc de transition — de la société québécoise dans l'ensemble plus vaste du continent nord-américain se poursuit et s'accélère même. La modification du champ national se répercute dans les processus sociaux qui s'y inscrivent: les exemples, tant cités, de l'éducation d'une part et de la caisse de dépôt de l'autre, ont acquis valeur de symbole à cet effet. L'hypothèse de Laurin-Frenette est alors la suivante: l'État national prend d'autant plus d'importance que les anciens lieux d'ancrage que constituaient la religion, la famille, le milieu de travail, etc. sont progressivement désorganisés par le processus d'intégration et y perdent donc leur sens. Dans cette optique, l'État est produit comme « le lieu et le centre de la nation, le gardien de son intégrité et le moteur de son progrès » (p. 127), et ce au sein même du mouvement décrit précédemment. De sorte que, précédemment organisée et encadrée par l'Église, la nation se reconstruit dans l'État, le discours de la Révolution tranquille participant de ce processus qui produit l'État à la fois comme centre et comme signe de la nation.

La conjoncture présente voit l'accentuation du processus décrit précédemment. L'État occupe une place grandissante en même temps qu'il symbolise de plus en plus effectivement la nation dont il assure, non seulement l'encadrement, mais la reproduction; la question linguistique constitue à cet égard un processus de toute première importance. Si elle critique sévèrement le mythe d'une bourgeoisie nationale accédant au pouvoir par l'indépendance, Laurin-Frenette considère plutôt celle-ci comme une question structurelle reliée à l'organisation du réseau étatique dans l'ensemble continental ainsi qu'à l'articulation des places entre sous-ensembles au sein de ce réseau. Ce faisant, ce qui doit être garanti et reproduit, c'est bien davantage l'intégrité du réseau en tant que tel: l'étapisme aidant, il est probable que l'intégrité du réseau soit maintenue et que tout débordement hors de l'État soit sévèrement contrôlé. Au fil de cette analyse du discours nationaliste, l'auteur amorce une critique aussi lucide que percutante de la gauche québécoise; tant la gauche institutionnelle, liée aux appareils, que la nouvelle gauche militante. Le discours de cette gauche, empêtrée dans une scolastique dogmatique, n'est que la contrepartie, structurale ajouterai-je, du discours circulaire de l'État sur lui-même et opère comme condition de leur reproduction respective. Qu'une marxiste le reconnaisse et tente d'en faire l'analyse indique la mesure de la démarche qui est la sienne. On conviendra qu'un tel discours soit difficilement recevable à l'heure actuelle. Cela aussi est constitutif des conditions de lecture et de reconnaissance du texte de Laurin-Frenette.

Il me semble toutefois que certains aspects des analyses de Laurin-Frenette posent des difficultés et doivent être soulevés. Une part importante de sa démarche théorique consiste à désenclaver la théorie matérialiste de la production de ses connotations trop étroitement économiques. Ce qui lui permet de parler de production sociale et de construire ces divers processus à l'aide d'une théorie des réseaux sociaux : places dans un procès, permanence des places par rapport aux agents qui les occupent, déplacement des agents, modification du système de places, etc. Les places dans un procès sont formalisées au moyen de cette théorie des réseaux : l'État apparaît comme un élément-clé de ce système de places, intégré à un ensemble plus vaste, ainsi que de la distribution des agents au sein du système. Telles qu'elles sont formulées, ces positions m'apparaissent faire problème dans la mesure où l'articulation place/pratique sociale n'est pas construite explicitement et où la seconde semble entièrement à la remorque de la première. Or la situation des agents dans une société, et les rapports sociaux qui lui sont inhérents, est davantage liée à une pratique sociale qu'à une place occupée dans un réseau d'appareils, bien que la relation entre les deux ne s'inscrive pas dans un pur rapport d'extériorité. La théorie des places renvoie davantage à la reproduction et à la circulation (ou à l'échange) qu'à la production. Si j'ai bien compris Marx par ailleurs, les sociétés se transforment par la production !

Cette position à propos des places a des effets sur un autre aspect de l'analyse, celui qui concerne le sens. Si l'analyse est centrée sur les rapports entre le sens et les divers processus sociaux, la façon dont le sens opère au sein de ces derniers et en est constitutif, en quelque sorte, ne manque pas de soulever certaines interrogations. Puisque l'idéologie constitue les agents en fonction de leurs places dans les processus, il appert que le sens est de quelque manière tributaire des places. Le sens se reproduit ou se modifie alors avec les places ; ce qui me semble pour le moins discutable. Car la production sociale de sens ainsi que la dimension signifiante de tout phénomène social, s'ils ont trait à l'idéologique, débordent largement la question des places. Dans une telle construction, tout se passe comme si le sens préexistait aux agents et à leurs pratiques. De sorte que le sens demeure trop lié, dans ses analyses, à l'État et au système de places qu'il instaure. Puisqu'elle veut bien considérer cette question du sens, Laurin-Frenette gagnerait à élargir sa perspective et à retracer l'opérativité même du sens au sein des divers processus qui suturent le nationalisme.

Par ailleurs, Laurin-Frenette affirme que l'idéologie est redevable de la constitution psychique des agents (p. 156). Cela n'est pas sans rappeler les tentatives faites au sein du courant althusserien pour lier la théorie des idéologies — en tant que représentation illusoire du réel — à la théorie lacanienne de l'inconscient ; et ainsi donner un fondement théorique à l'explication des phénomènes de méconnaissance. Or cela apparaît contradictoire avec le propos original de l'auteur qui consiste à penser l'efficacité et la réalité propre de l'idéologie. Bien davantage qu'à un quelconque inconscient, celle-ci est reliée à la spécificité de l'activité symbolique par laquelle et à travers laquelle les agents et les collectivités appréhendent le monde et l'interprètent. Et c'est d'abord à l'égard de cette activité symbolique qui médiatise le rapport au monde que l'idéologie rencontre le sens.

En fin de parcours, l'auteur déplore la difficulté, voire même l'impossibilité du débat sur la question nationale au Québec actuellement. Ce phénomène est illustré par l'étonnant silence qui a entouré ce livre depuis sa publication en novembre 1978. En effet, il n'a fait l'objet, sauf erreur, d'aucune recension ni d'aucune critique soit dans la presse, soit dans les revues spécialisées. Laurin-Frenette n'est pourtant pas une inconnue en la matière. Au début des années soixante-dix, elle avait publié, avec Bourque, un article qui fut réédité à huit reprises dans des publications diverses. (« Les classes sociales et l'idéologie nationaliste au Québec, 1760-1970 », *Socialisme québécois*, 20, 1970.) Ce silence étonne d'autant plus qu'elle prend ses distances par rapport aux analyses qui étaient les siennes à l'époque et qu'elle s'avère notablement critique à l'égard de certaines des positions défendues par Bourque depuis lors. J'ignore si Laurin-Frenette relie ce blocage du discours sur la question nationale aux places occupées par les éventuels protagonistes de ce débat dans le champ intellectuel. Mais il me semble que le phénomène est aussi constitutif de l'objet et du processus en tant que tels : à un moment particulier du développement d'un processus historique, certains

discours sont énonçables, donc recevables, et d'autres non. À ce titre, ce silence et l'absence de débat dans lequel il s'intègre renvoient aux conditions de lecture et de reconnaissance (*i.e.* de prégnance) de l'ensemble des textes traitant de la question nationale: les textes des différentes tendances du marxisme, mais aussi ceux des autres courants d'analyse. Et c'est aux conditions historiques de détermination du discours sur la question nationale ainsi qu'à la clôture inhérente à un tel discours qu'on est ainsi renvoyé. Mais une telle analyse reste entièrement à faire.

André TURMEL

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Québec. De l'indépendance au socialisme. Politique aujourd'hui (Paris), 7-8, 1978, 224p.

Dans ce numéro thématique de *Politique aujourd'hui*, rédigé à l'usage de la gauche française, sous la direction de Charles Halary, Marc Lagana et Céline Saint-Pierre, un groupe de professeurs de l'Université du Québec à Montréal, auxquels se sont joints quelques journalistes et chefs syndicaux, dressent dans la perspective marxiste qui leur est habituelle un bilan de la situation québécoise après dix-huit mois de gouvernement péquiste.

Les articles sont nombreux (une vingtaine), généralement courts et rédigés de façon claire et concrète. Malheureusement, du fait de la perspective analytique plutôt homogène choisie par la majorité des auteurs, plusieurs de leurs contributions se recoupent au moins partiellement. Une correction d'épreuves bâclée laisse par ailleurs subsister de nombreuses coquilles et des substitutions de paragraphes.

Du côté des structures économiques, des rapports de classe et du mouvement ouvrier, le portrait est assez complet, sans fournir cependant d'éléments nouveaux aux lecteurs québécois des travaux déjà publiés des principaux collaborateurs (Brunelle, Niosi, Ryerson, Fournier, Bourque, Saint-Pierre, Dofny). Un long article de l'historien Alfred DUBUC sur « les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise » remet en question de façon subtile et approfondie la relation souvent trop rapidement postulée entre Parti québécois et petite bourgeoisie. La contribution de la journaliste Vera Murray a aussi le mérite de montrer, à partir d'exemples concrets, les ambiguïtés du cheminement quotidien du projet péquiste.

En dehors du syndicalisme, les mouvements sociaux sont très mal couverts par un article sur les groupes populaires, beaucoup trop centré sur Montréal, et un bref survol du mouvement des femmes. Même si des « notes sur la situation culturelle » de Laurent-Michel VACHER esquissent des perspectives originales sur les relations entre classes et culture, l'analyse de ce secteur tourne court puisqu'un seul autre article, portant sur la chanson, y est consacré.

À la lecture de cet ensemble de textes d'inspiration plutôt économiste, on risque de ne voir la société québécoise qu'à la lumière de l'opposition entre bourgeoisie et classe ouvrière. D'autres points de vue, reconnaissant mieux l'autonomie, même relative, du politique et du culturel, auraient sans doute ajouté à la fidélité du portrait et donné plus d'enracinement au projet socialiste un peu emprunté, proposé par plusieurs des collaborateurs de ce numéro.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*